



Convention de partenariat entre le Cerema Méditerranée et les agences d'urbanisme de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

***Document de travail en cours d'élaboration
Version du 28 juillet 2023***

Entre

Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public administratif de l'État, dont le siège se situe Cité des Mobilités - 25, avenue François Mitterrand - CS 92 803 - F-69674 Bron Cedex, représenté par Mme Laure Verneyre, directrice de la Direction territoriale Méditerranée, située au 30 Rue Albert Einstein, 13290 Aix-en-Provence ; immatriculé sous le n° SIRET 130 018 310 00131, code APE 8413Z

ci-après dénommé le « Cerema Méditerranée »

et

Les agences d'urbanisme de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit l'agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse (AURAV), l'agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM), l'agence d'urbanisme Pays d'Aix (AUPA), l'agence d'urbanisme de l'aire toulonnaise et du Var (AUDAT-Var), l'agence d'urbanisme azurienne (AUA), représentées par leurs Présidentes et Présidents ;

ci-après dénommé « les agences d'urbanisme ».

Ci-après désignés individuellement comme le « Partenaire » et collectivement comme les « Partenaires ».

Préambule

Les agences d'urbanisme de la région Provence Alpes Côte d'Azur et le Cerema Méditerranée souhaitent par la présente convention formaliser les conditions et objectifs de leur partenariat dans les domaines de l'aménagement des territoires sur le périmètre géographique de la région Provence Alpes Côte d'azur.

Les agences d'urbanisme, outils d'ingénierie partenariaux, agissent au bénéfice de leurs membres et partenaires à l'échelle de leur territoire d'intervention. Elles réalisent des études, pilotent des observatoires et accompagnent les collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies et projets de développement et d'aménagement à toutes les échelles.

Le Cerema Méditerranée capitalise à l'échelle nationale, diffuse les bonnes pratiques, élabore des méthodes et expérimente des solutions innovantes pour soutenir la mise en œuvre des politiques publiques par les collectivités territoriales. Depuis la loi 3DS, les collectivités peuvent également adhérer au Cerema. Le Cerema souhaite établir une relation privilégiée avec ses adhérents et leur apporter un soutien de proximité.

Les agences d'urbanisme et le Cerema Méditerranée souhaitent renforcer leurs complémentarités et mutualiser le cas échéant leurs compétences, dans l'objectif de :

- mieux les faire connaître et les promouvoir auprès des collectivités territoriales afin de proposer à ces dernières la meilleure offre d'ingénierie territoriale pour répondre à leurs besoins ;
- de partager et de s'informer mutuellement sur leurs activités et leurs projets respectifs, notamment en ce qui concerne les territoires qui adhèrent aux deux structures.

Les agences d'urbanisme :

Pour rappel, les activités des agences d'urbanisme sont définies par l'article L132-6 du code de l'urbanisme¹ et une note technique de 2015 du ministère de la Cohésion des territoires.

Leurs champs d'intervention concernent notamment les domaines de l'urbanisme, de la planification territoriale, de l'aménagement et du développement des territoires, de l'habitat, de la mobilité, des transitions écologiques et de l'adaptation climatique.

Les agences d'urbanisme interviennent dans le cadre de leur programme partenarial d'activités, annuel ou pluriannuel, répondant aux besoins de leurs membres,

¹ modifié par la loi Alur de mars 2014 – art 140, puis par la loi Climat et résilience n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 205

intéressant tout ou partie de ces derniers. Ces programmes comprennent des missions constituant le socle partenarial (observation, production de connaissances, administration de données, animation territoriale et de partenariat, sensibilisation, veille, expérimentation...) et des missions d'accompagnement des politiques publiques d'intérêt général qui répondent aux besoins et demandes des membres.

Dans une certaine mesure et pour certaines missions, les agences d'urbanisme peuvent également intervenir pour leurs membres à travers des missions en quasi-régie (in house).

Le Cerema :

Créé le 1er janvier 2014, le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) est un établissement public de l'État sous tutelle conjointe du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Il constitue un centre de ressources et apporte un appui en ingénierie aux territoires et aux maîtres d'ouvrages publics dans ses six domaines d'activité – Expertise et Ingénierie territoriale, Bâtiment, Mobilités, Infrastructures de transport, Environnement et risques, Mer et littoral – en s'inscrivant résolument dans l'accompagnement de la transition écologique et de l'adaptation au changement climatique.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit en son article 159 la possibilité pour L'État, les collectivités territoriales et leurs groupements adhérents de faire appel au Cerema en quasi-régie (in house).

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit entre les Partenaires

Article 1. Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de formaliser les relations de partenariat entre les agences d'urbanisme de la région Provence Alpes Côte d'Azur et le Cerema Méditerranée, en particulier en ce qui concerne les collectivités qui sont adhérentes à la fois d'une agence et du Cerema, en :

- définissant les modalités de gouvernance et d'animation de ce partenariat ;
- fixant les modalités de fonctionnement et d'intervention avec les partenaires et adhérents communs ;
- fixant les engagements respectifs des Partenaires en matière de données ou d'informations échangées et de valorisation, publication et diffusion des résultats communs ;
- s'engageant à une information mutuelle permettant d'anticiper sur des réponses communes potentielles à apporter à des collectivités ou d'innover ensemble sur des sujets communs.

Cet objectif de coordination et d'échange concerne également les programmes d'études proposés par la Région et par l'Etat qui sont des bénéficiaires importants tant du Cerema que des agences.

Article 2. Durée de la Convention.

La Convention est conclue pour une durée de trois ans et entre en vigueur au jour de sa signature par tous les Partenaires. Elle est reconduite tacitement si elle n'est pas dénoncée par l'un des signataires.

Un bilan triennal est réalisé et pourra donner lieu à la formalisation d'un avenant.

Article 3. Objectifs du partenariat

La présente convention poursuit les objectifs suivants :

- Faciliter les complémentarités et mieux mutualiser les expertises entre le Cerema Méditerranée et les agences d'urbanisme de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;
- Favoriser les partenariats dans les territoires qui sont adhérents à la fois d'une agence et du Cerema ;
- Eviter les démarches concurrentes, en particulier dans les territoires adhérents à la fois d'une agence et du Cerema ;
- Identifier les travaux, réflexions ou projets qui peuvent faire l'objet de collaborations, de réponses communes, et définir les modalités de mise en œuvre de ces collaborations ;

- S'informer mutuellement des travaux et activités des Partenaires. Il s'agit de favoriser les échanges réguliers sur les actualités respectives des Partenaires, avec un point particulier concernant les collectivités adhérentes en commun et les projets en cours, à venir ou potentiels menés par l'un des partenaires avec ces collectivités :
 - Le Cerema Méditerranée tient les agences informées des démarches qu'il entreprend sur les territoires d'intervention des agences (territoires des membres) / ou des missions qui lui sont confiées ;
 - Par la transmission de leur programme partenarial d'activités ou leurs travaux en quasi régie (in house), les agences tiennent le Cerema Méditerranée informé de leurs missions.
- Assurer les meilleures informations et visibilité auprès des collectivités et notamment les adhérents communs, sur les expertises et les apports de chacun des Partenaires ;
- Permettre les présentations de travaux menés en commun ou par l'un des Partenaires sur les thématiques prioritaires de travaux ;
- Favoriser l'enrichissement des expertises de chaque Partenaire ;
- Favoriser les partenariats et les travaux communs d'échelle régionale, en lien avec la Région Sud ou la DREAL PACA ;
- S'informer sur l'organisation d'évènements par les Partenaires, les appels à projets ou manifestations d'intérêt dans les thématiques du périmètre de la convention dont elles ont connaissance qui peuvent faire l'objet d'un partenariat.

Article 4. Gouvernance du partenariat

Deux réunions sont organisées chaque année à l'initiative des Partenaires et réunissent les directeurs.trices du Cerema Méditerranée et des Agences d'urbanisme, ou leurs représentants, ainsi que leurs collaborateurs. Elles permettent d'aborder les sujets et objectifs cités ci-dessus et de faire un bilan commun de la mise en œuvre de la présente convention.

Selon les sujets abordés, d'autres partenaires peuvent être invités à ces réunions, notamment la Région Sud et l'Etat.

Les Partenaires s'invitent également à leurs instances réciproques : le Comité d'orientation régional (COR PACA) pour le Cerema et les Comités techniques partenariaux pour les agences d'urbanisme selon les règles de fonctionnement propres à chaque agence.

Article 5. Périmètre d'application de la Convention

La présente convention identifie les axes et thématiques de coopération prioritaires ou privilégiés, sans que la liste suivante ne soit exhaustive :

- **Adaptation climatique ;**
- **Transition écologique et biodiversité ;**
- **Transition énergétique ;**
- **Mobilités durables ;**
- **Sobriété foncière ;**
- **Stratégie de gestion du littoral et du trait de côte et submersion marine ;**
- **Recyclage urbain et renaturation ;**
- **Aménagement durable et urbanisme qualitatif ;**
- **Ressource en eau ;**
- **Gestion des risques et résilience.**

La question de l'**observation territoriale** et de la valorisation à l'échelle locale d'outils et de données proposés par le Cerema à l'échelle nationale constitue un axe de coopération permanent. Des travaux communs pourront être ainsi définis. En effet l'ouverture des données publiques, obligatoire pour les acteurs publics, est également une opportunité pour les Partenaires

Article 6. Définition et modalités des collaborations

6.1. Définition

Une collaboration peut notamment se formaliser par des travaux d'études, la valorisation de données, l'organisation d'un évènement, un appui d'un Partenaire envers l'autre dans une mission, des démarches de sensibilisation et de pédagogie.

Il s'agit de projets :

- réalisés en associant le Cerema Méditerranée et une ou plusieurs agences, et éventuellement un ou plusieurs autres organismes pour un bénéfice commun ou au bénéfice d'un organisme tiers ;
- s'inscrivant dans les thématiques de la convention (Article 5) ;
- validés par les directions des Partenaires.

6.2. Modalités des accords spécifiques

Les collaborations font l'objet d'accords spécifiques signés par les Partenaires et le cas échéant les tiers impliqués. Sauf décision contraire des Partenaires, ces accords spécifiques se réfèrent à la présente Convention.

Les accords spécifiques existant seront listés en annexe à la Convention, mise à jour lors de la réunion annuelle de gouvernance.

Les Partenaires déterminent au cas par cas la forme de leurs actions de collaboration en fonction de la nature des objectifs et des moyens à mettre en œuvre.

Chaque accord spécifique précise notamment l'objet du projet, ses objectifs recherchés, le contenu des travaux, la répartition des tâches et des financements entre les Partenaires, les calendriers d'exécution, les moyens, les représentants des Partenaires, les règles de propriété intellectuelle et les conditions d'exploitation des résultats.

6.3. Communication vers les tiers

Les Partenaires s'accordent pour que toute communication ayant trait aux projets collaboratifs ou aux accords spécifiques au bénéfice de tiers fasse référence à la présente Convention, sous réserve de l'accord des tiers.

Article 7. Confidentialité

Chaque Partenaire transmet aux autres Partenaires les informations confidentielles qu'il juge nécessaires à l'exécution de la convention, sous réserve du droit des tiers.

Les Partenaires s'engagent à ce que ces informations confidentielles échangées dans le cadre d'un projet :

- a) ne soient utilisées que pour les besoins de la convention ;
- b) soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres Informations confidentielles ;
- c) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de leur personnel ayant à les connaître et ne soient utilisées que pour les finalités définies dans le préambule de la Convention.

Toute autre communication ou utilisation des informations confidentielles implique le consentement préalable et écrit du Partenaire qui les a communiquées.

Chaque Partenaire s'engage à ce que son personnel visé au c) ci-dessus respecte les stipulations de la convention.

Aucune stipulation de la convention ne peut être interprétée comme obligeant l'un des Partenaires à divulguer des informations à un autre Partenaire, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution de la convention.

Chaque Partenaire peut communiquer les informations appartenant à l'un ou aux autres Partenaires dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- qu'elles étaient déjà en sa possession avant leur communication par l'autre Partenaire.


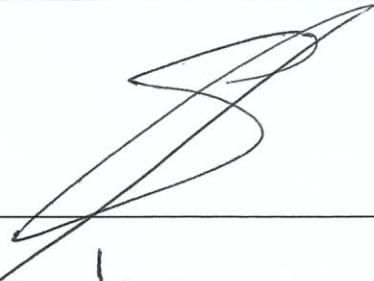

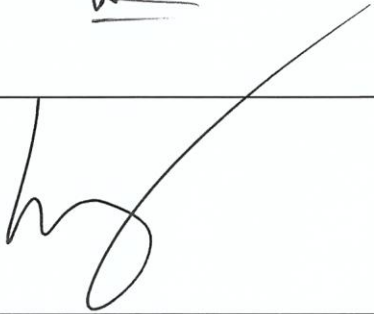

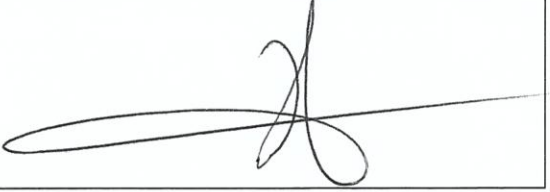
Article 8. Résiliation

Tout Partenaire peut décider de mettre un terme à sa participation à la convention à condition d'en informer les autres Partenaires par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Comité de pilotage se réunit pour décider des modalités de clôture et de la date de résiliation de la Convention.

Fait à Aix-en-Provence, le 18 octobre 2023,

En 6 exemplaires originaux

Pour le Cerema	
Laure VERNEYRE Directrice territoriale Méditerranée	
Pour les agences d'urbanisme	
Sophie JOISSAINS Présidente de l'AUPA	
Laure-Agnès CARADEC Président de l'AGAM	
Thierry ALBERTINI Président de l'AUDAT-Var	
Christian GROS Président de l'AURAV	
Christian ESTROSI Président de l'AUA	

ANNEXES

Annexe 1 : carte des adhérents Cerema

Liste des adhérents au Cerema Méditerranée :
https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?hl=fr&mid=14KyXRJMo3WKWrl4tq9QYFY8CD_LqzsM&ll=43.73670043864928%2C-0.3289878856767725&z=4